

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°123 – Semaine du 14 septembre 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Taux moyen d'impôt sur les sociétés (IS) dans les pays nordiques

20,9%

Le taux d'impôt sur les sociétés (IS) est en moyenne de 20,9% dans les pays nordiques. (Finlande : 20,0 %, Islande : 20,0 %, Suède : 20,6 %, Danemark : 22,0 % et Norvège : 22,0 %) Le taux moyen dans l'Union européenne est de 21,6%.

Source : [OCDE](#) ; [Toute l'Europe](#)

Pays nordiques

Le fonds *Scaleup Europe Fund* géré par EQT investit dans Mistral AI, *The Exploration Company*, et le finlandais ICEYE.

Le *Scaleup Europe Fund*, doté d'un montant cible de 5 Md€ et dont la gestion a été confiée au groupe suédois de capital-investissement EQT, a annoncé le 8 septembre sa participation à la levée de 3 Md€ de Mistral AI, aux côtés notamment de Samsung Electronics, qui mène l'opération. La valorisation de l'entreprise française passe de 11,7 à 21 Md€ en un an. La veille du sommet international sur l'espace à Paris, le fonds suédois avait annoncé sa participation dans une nouvelle levée de fonds de 450 M€ dans la société spatiale *The exploration Company*. Le fonds avait auparavant investi 300 M€ dans ICEYE, spécialiste finlandais des satellites radar. Il est souscrit par la banque publique

d'investissement danoise EIFO (200 M€), et par Novo Holdings à hauteur de 500 M€.

Vattenfall remporte deux appels d'offres d'éolien en mer au Danemark, pour 1,8 GW au total.

L'Agence danoise de l'énergie (*Energistyrelsen*) avait révisé le modèle économique des parcs de *Nordsøen Midt*, en mer du Nord, et de *Hesselø*, dans le Kattegat, après l'échec faute de candidat de l'appel d'offres de fin 2024. Vattenfall l'emporte à 504 DKK (68 €) par MWh pour le premier et 542 DKK (73 €) pour le second, sous contrat pour différence, avec une mise en service attendue d'ici 2032. La Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*) et Green Power Danemark ont critiqué l'absence de critère de contenu local européen, qui n'exclut pas le recours à des turbines non européennes.

Danemark

Le gouvernement revoit à la hausse ses prévisions de croissance.

Dans son rapport économique publié le 27 août, le ministère de la fiscalité et de la croissance a rehaussé ses prévisions de croissance pour les années 2026 et 2027. Elle est désormais attendue à + 3,7% en 2026 et à +1,8% en 2027, contre +2,7% et +1,6% précédemment. Cette amélioration des prévisions s'explique principalement par les résultats de l'industrie pharmaceutique, sans laquelle la croissance s'établirait à moins de 2% en 2026. L'inflation devrait s'établir à 1,6% en 2026 et 1,7% en 2027 et les salaires réels devraient progresser de près de 2% sur les deux prochaines années. Le solde public, initialement prévu en déficit de -0,4%, devrait connaître un excédent de +1,2% du PIB en 2026, et être à l'équilibre en 2027, mettant fin à plus d'une décennie d'excédent budgétaire. Les recettes fiscales sont plus élevées qu'anticipé, du fait notamment du produit de l'impôt prélevé sur les retours sur investissement des fonds de pension.

En déplacement au Groenland, les 6 et 7 septembre, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen annonce un élargissement du partenariat bilatéral.

200 M€ supplémentaires seront mobilisés en 2026 et 2027, pour approfondir le soutien européen aux autorités groenlandaises dans trois domaines : la connectivité, avec une extension de la couverture satellitaire du territoire, grâce notamment à la constellation LEO OneWeb d'Eutelsat ; les énergies propres, avec un focus sur l'exploitation du potentiel hydroélectrique de l'île ; les matières premières critiques, dans le prolongement de l'accord de coopération signé en novembre 2023 (l'UE apportera son soutien aux projets miniers portés par *Greenland Resources* – extraction de molybdène – et *GreenRoc* (graphite)). Le tourisme durable, le logement et les actions en faveur de la jeunesse font également partie de ce partenariat élargi.

Un colloque quantique a réuni les écosystèmes français et danois à l'ambassade de France au Danemark les 7 et 8 septembre.

En amont de la conférence internationale dédiée au Quantique « Q2B », qui s'est tenue à Copenhague les 9 et 10 septembre, l'institut Français du Danemark et la *Novo Nordisk foundation Quantum Computing Program* (NQCP) ont co-organisé un symposium rassemblant une délégation française constituée des cinq entreprises du programme PROQCIMA (Pasqal, Alice&Bob, Quobly, C12 et Quandela), et un large panel d'acteurs du quantique danois. Structuré autour de trois piliers, les politiques publiques du quantique, les avancées scientifiques, et l'industrialisation, le symposium a permis d'explorer les synergies possibles au niveau européen et entre nos deux pays, dans le cadre de l'accord stratégique bilatéral franco-danois signé en 2025.

RATP Dev et ses partenaires du consortium Kbh Partners remportent le contrat d'exploitation et de maintenance du métro de Copenhague.

Deux autres consortiums, formés respectivement par Keolis et par l'actuel exploitant ATM, étaient également en lice. D'une durée de 12 ans (septembre 2027-août 2039), avec une prolongation optionnelle de trois ans, ce contrat concerne les quatre lignes actuellement en exploitation. Un programme de modernisation des matériels et infrastructures des lignes 1 et 2 sera lancé en parallèle. Mis en service à partir de 2002, le métro de Copenhague, entièrement automatisé, va poursuivre son développement dans les prochaines années, avec l'extension de la ligne 4 et la construction d'une cinquième ligne.

Plusieurs organisations professionnelles recommandent la mise en place d'un cadre politique ambitieux permettant au Danemark d'exploiter pleinement son potentiel en matière d'éolien en mer, estimé entre 40 et 80 gigawatts (GW) d'ici 2050.

Les organisations du partenariat « Havvind 2050 » (*Dansk Industri, Dansk Metal, Forsikring & Pension, Green Power Denmark, Dansk Erhverv, Brintbranchen, Tænketanken Havn*) ont présenté le 7 septembre un rapport assorti de recommandations sur la manière d'orienter le développement de l'éolien offshore d'ici 2050. Ils invitent à garantir la rentabilité et la demande pour l'électricité verte (notamment via l'électrification, l'hydrogène vert et les technologies *Power-to-X*) tant au Danemark que chez ses voisins ; à développer des modèles de marché flexibles pour faciliter les échanges transfrontaliers d'énergie, tout en préservant l'environnement marin ; à créer des conditions d'investissement compétitives pour attirer les capitaux face à la concurrence des pays voisins, notamment par des modèles de marché innovants et des Contrats pour Différence (CfD) qui devront être financés par les pays importateurs (puisque la majorité de l'électricité produite sera exportée) ; à privilégier la production locale d'éoliennes et la création d'emplois industriels au Danemark ; à former davantage de main-d'œuvre qualifiée. La ministre du Climat, de l'Énergie et de l'Approvisionnement, Samira Nawa, partage l'ambition de concrétiser le plus possible le potentiel de capacité éolienne offshore au Danemark, à savoir une multiplication par 15 à 30 par rapport à la capacité actuelle. Le gouvernement devrait prochainement publier une nouvelle stratégie de développement de l'éolien offshore.

Le parlement adopte une nouvelle loi sur les engrais, contestée par le secteur agricole et agroalimentaire.

S'inscrivant dans le cadre de l'accord tripartite vert de 2024, la nouvelle législation a pour objectif de réduire les rejets d'azote de l'agriculture dans les milieux aquatiques. Fortement critiquée par le secteur agricole et par de grandes coopératives agroalimentaires comme Arla ou DLG, la loi a provoqué début septembre plusieurs manifestations des agriculteurs dans le pays. Le gouvernement et les parties à l'accord tripartite (soit la grande majorité du parlement) ont cependant insisté sur la nécessité de faire évoluer les exigences réglementaires. Néanmoins, reconnaissant les difficultés particulières des producteurs de légumes, et pour soutenir cette production, le parlement a voté une exemption temporaire (durant l'année 2027) au profit des zones de production de légumes.

Finlande

Inflation à 2,4% en août. Le taux de l'inflation harmonisé (IPCH) ressort à 2,4% sur un an à la fin août 2026, contre 2,5% à la même date un an plus tôt. Les transports (+0,7 points en un an) expliquent une large part de la hausse. Sur le seul mois d'août, l'inflation s'établit à +0,4%.

La croissance du PIB est de +0,4% au deuxième trimestre. La Finlande semble renouer avec la croissance, et le gouvernement envisage l'avenir avec plus d'optimisme. Le taux de croissance s'établit à +0,4% au deuxième trimestre, après +0,8 % au premier trimestre, et +0,4% au dernier trimestre de 2025, soit trois trimestres consécutifs de hausse. La croissance est tirée par l'investissement privé, les exportations et la reprise de la consommation, soutenue par l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Les indices de confiance des entreprises et des ménages sont bien orientés.

Le gouvernement s'est accordé sur le projet de budget pour 2027.

Le texte agréé le 1er septembre sera transmis au parlement le 21 septembre. Le projet établi par la ministre des finances Riikka Purra table sur 92,5 Md€ de dépenses (en hausse de 0,8 Md€) et 80,1 Md€ de recettes (en hausse de 1,8 Md€). Le déficit public s'établit à 12,4 Md€ (-0,9 Md€ par rapport à l'année précédente). Le gouvernement poursuit les mesures d'ajustement budgétaire pour un total de 4,8 Md€ en 2027, dont 593 M€ de coupes nouvelles dans les dépenses, des investissements dans les travaux publics pour 878 M€ (essentiellement routiers) et dans la R&D (3,4 Md€ en 2027). Comme convenu lors de la révision à mi-parcours du programme du gouvernement, le projet inclut diverses mesures fiscales favorables aux ménages (baisse de la fiscalité pour les bas et moyens revenus, augmentation du crédit d'impôt ménages, augmentation du crédit d'impôt pour les donations...) et les entreprises (baisse de l'impôt sur les sociétés de 20% à 18%, augmentation du crédit d'impôt pour les entrepreneurs, suppression du plafond de

déduction des intérêts pour les projets d'infrastructures critiques). Le gouvernement annonce une nouvelle baisse des accises sur les carburants et de la taxe sur les véhicules à moteur. En revanche, les accises sur les alcools et le tabac seront indexées. Le budget de la défense est augmenté de 618 M€, à plus de 7 Md€.

Une zone économique spéciale à l'Est de la Finlande.

Le gouvernement a mis en place un groupe de travail le 17 août dernier sur la création d'une zone économique spéciale (ZES) pilote dans l'Est de la Finlande. L'objectif est d'accélérer les investissements, remédier au manque de main-d'œuvre qualifiée, et fluidifier le lancement des projets dans une zone qui souffre des difficultés économiques liées à la fermeture de la frontière russe et au ralentissement des échanges traditionnels. Le groupe de travail devra préparer le cadre de l'expérimentation, en définissant les zones, les moyens et la durée, et établir le projet de loi d'ici le 27 mars 2027. Le projet de ZES fait partie du Programme pour la Finlande orientale lancé par le Premier Ministre au printemps 2024 pour stimuler la croissance dans les régions frontalières de la Russie.

Google annonce un investissement de 13 Mds€ dans des centres de données et des infrastructures d'IA en Finlande en 2027-2028.

Il s'agit du plus grand investissement ponctuel réalisé par Google en Europe et du plus gros investissement industriel (tous secteurs confondus) en Finlande. Google prévoit d'étendre le centre de données de Hamina (dans lequel il a déjà investi 4,5 Md€ depuis 2009) et de construire trois nouveaux centres de données au Nord de la Finlande (à Kajaani, Muhos et Vaala). Pour alimenter ses besoins massifs en électricité bas carbone, Google a signé un accord de 22 ans avec l'énergéticien finlandais Fortum, réservant notamment la moitié de la production de la centrale nucléaire de Loviisa (500 MW), et a conclu d'autres accords de long terme avec divers

producteurs d'énergies renouvelables, dont 100 MW d'éolien terrestre fourni par le français Valorem.

Bull livrera le supercalculateur européen LUMI-AI en Finlande.

Par rapport au supercalculateur existant LUMI, basé à Kajaani, LUMI-AI multipliera par dix la capacité en matière d'IA et par près de deux fois la capacité de calcul traditionnel. La valeur totale du contrat s'élève à 387,8 M€. Le supercalculateur sera achevé en 2027. Bull a été retenu par EuroHPC JU et le consortium LUMI AI Factory - composé de la Finlande, de la République tchèque, du Danemark, de l'Estonie, de la Norvège et de la Pologne – pour livrer le nouveau supercalculateur. LUMI-AI est le sixième contrat de supercalculateur optimisé pour l'IA conclu par EuroHPC JU.

La Finlande introduit des mesures restrictives dans sa réglementation des taxis.

L'objectif est de rétablir la sécurité et la confiance des clients, après une trop grande dérégulation du secteur réalisée en 2018. Face à de nombreuses critiques concernant la hausse et la volatilité des prix, le manque de transparence et la baisse de confiance des usagers depuis la libéralisation du marché, le gouvernement a notamment décidé de réintroduire, à partir du 1er septembre 2026, des contrôles plus stricts, des formations obligatoires des chauffeurs et le retour du taximètre obligatoire.

Helios Nordic Energy (groupe Vinci) a dévoilé plusieurs grands projets de centres de données en Finlande.

Connu comme développeur de parcs solaires et d'installations de stockage par batterie à grande échelle dans les pays nordiques, *Helios Nordic Finland* prévoit maintenant au moins trois centres de données en Finlande, à Tervola (Laponie), Lisalmi et Lapinlahti (Finlande centrale).

Un financement de 514,4M€ pour l'usine de matériaux de batteries en construction à Kotka.

La société sino-finlandaise *Easpring Finland New Materials* a souscrit un financement par de la

dette externe pour le développement et la construction de l'usine qui doit produire des matériaux actifs de cathode pour l'industrie automobile en 2027. Les banques françaises Société Générale et Natixis (aux côtés d'autres banques internationales) ont agi comme coordinateurs principaux pour le financement du projet. Plus de 800 M€ au total seront investis dans l'usine.

Islande

Le « non » à la reprise des négociations d'adhésion à l'Union européenne l'a emporté lors du référendum du 29 août, avec 52,8% des voix, contre 47,2 % pour le « oui ». Les bulletins blancs et nuls ont représenté 1 652 voix, soit 0,7 %. Sur 272 690 inscrits, 225 031 électeurs ont voté, soit un taux de participation particulièrement élevé de 82,5 %, un record pour un scrutin national depuis 2009. Sur le plan géographique, le « non » a été majoritaire dans les circonscriptions hors capitale et le « oui » a prédominé à Reykjavik. On constate à présent un recentrage du gouvernement sur les défis internes du pays, comme l'inflation persistante. Aucune décision n'a pour l'heure été prise concernant le retrait formel de la candidature.

Le gouvernement prévoit un retour à l'excédent budgétaire dès l'année prochaine. Le ministre des Finances Daði Már Kristófersson a présenté le budget de l'Etat pour 2027 le 7 septembre. Comme annoncé dans le budget pluriannuel 2027-2031 présenté plus tôt cette année, il ne prévoit pas de déficit pour 2027. L'Islande a connu depuis 2019 des déficits annuels compris entre 37 et 237 Mds ISK (soit entre 265M et 1,7Mds €). Alors que le FMI avait estimé, lors de son évaluation annuelle réalisée en juin dernier, que le gouvernement islandais ne serait pas en mesure de livrer un excédent sur les opérations du Trésor avant 2031, la loi prévoit pour 2027 un surplus de 4,7 Mds ISK (33,6M €), soit 0,1 % du PIB. Afin d'atteindre ce résultat, de nombreuses hausses de taxes et impôts sont prévues, concernant notamment les taxes bancaires, la fiscalité pesant sur les entreprises, la redevance kilométrique, la TVA applicables à certaines installations touristiques ('lagoons', etc.). Parmi les nouvelles recettes figure également un prélèvement sur les infrastructures liées au tourisme, qui devrait rapporter environ 5 Mds ISK (le gouvernement envisage de faire payer l'accès à certains sites naturels appartenant à l'Etat, pour les visiteurs étrangers

uniquement). Les investissements seront par ailleurs réduits. Ces différentes mesures font face à de nombreuses critiques de la part de l'opposition, mais également des secteurs concernés, notamment les industries bancaires et touristiques. Selon une analyse de KPMG pour l'Association islandaise des services financiers (SFF), les impôts spécifiques prélevés sur les banques commerciales islandaises sont déjà plus de cinq fois supérieurs à la moyenne d'Europe occidentale. Le directeur de l'Association islandaise du tourisme Jóhannes Þór Skúlason qualifie le projet de budget 2027 de « coup dur » pour le secteur. Il estime que près de la moitié des 22,6 Mds ISK (162M €) de nouvelles recettes prévues par le gouvernement proviendraient directement ou indirectement du tourisme.

Face à l'inflation persistante, la Banque centrale d'Islande augmente à nouveau son taux directeur, qui passe à 8 % (soit +0,25 pp). Suite à cette décision prise par la BCI le 19 août, le gouvernement présente le retour à l'équilibre dans son budget 2027 comme un élément central de sa lutte contre l'inflation et les taux d'intérêt élevés. Daði Már Kristófersson estime que la réduction des dépenses et la discipline budgétaire constituent le principal levier dont dispose l'Etat pour contribuer à faire baisser l'inflation. L'analyse de la réaction des investisseurs sur le marché obligataire, après la soumission de la facture budgétaire, semble cependant révéler une dégradation des anticipations d'inflation. L'inflation est restée supérieure à 5 % depuis le début de l'année, pour monter jusqu'à 5,6% en août, soit le chiffre le plus haut depuis deux ans et plus du double de la cible d'ancrage de la BCI de 2,5 %. Dans ce contexte, un sondage Gallup réalisé en août révèle que la majorité des Islandais jugent négativement l'action économique du gouvernement : 85% des participants ont un sentiment négatif à l'égard de l'action du gouvernement en matière de lutte contre l'inflation.

Norvège

Avènement du roi Haakon VIII.

Décédé le 28 août 2026, après 35 ans de règne, le roi Harald V laisse place à son fils, qui devient roi de Norvège sous le nom d'Haakon VIII. Il a prêté serment devant le *Storting* le 1er septembre 2026 en reprenant la devise « *Tout pour la Norvège* », utilisée par son père et son grand-père Olav V. Il était accompagné de sa fille et héritière, la princesse Ingrid-Alexandra. Elle est la première femme héritière du trône de Norvège depuis 600 ans.

Le Fonds souverain norvégien dépasse pour la première fois les 2000 Mds€.

Son directeur, Nicolai Tangen, a annoncé le 12 août, un rendement du Fonds de 9,4 % au premier semestre 2026. Cette performance s'explique par une forte hausse des valeurs des télécommunications (+42,9%), technologiques (+25,3%) et de l'énergie (+17,1%). Il a souligné la hausse des rendements des marchés asiatiques (+31,3%), devant les marchés émergents (+12,6%), l'Amérique du Nord (+10,8%) et l'Europe (+8,4%). Pour la première fois de son histoire, la valeur du fonds dépasse ainsi la barre symbolique des 2000 Mds€, avec une valeur de 2012 Mds€ au 9 septembre 2026, contre 1815 Mds€ au 31 décembre 2025 (+10,9%).

La base d'Andøya est devenue le premier site de lancement orbital depuis le continent européen.

Le 5 septembre à 22h12, la *start-up* allemande Isar Aerospace a fait décoller la fusée Spectrum depuis la base spatiale norvégienne d'Andøya, située au nord du cercle polaire. Le Premier ministre norvégien, Jonas Gahr Støre, a salué cet événement comme une « *percée pour la Norvège en tant que nation spatiale* ». Le Président de la République française a salué ce succès européen, à quelques jours du Sommet international sur l'espace à Paris, en soulignant que « *L'Europe prend son destin en main, y compris dans le domaine spatial* ». Ce vol a permis de placer cinq satellites en orbite.

Contestation des droits de douane américains de 12,5%.

Depuis l'annonce en juin d'une hausse des droits de douane sur les importations norvégiennes à 12,5% par les États-Unis, la Norvège multiplie les démarches pour en obtenir la révision. Cette mesure fait suite au caractère jugé insuffisamment strict de la réglementation norvégienne sur l'importation de biens issus du travail forcé. Le secrétaire d'État norvégien aux affaires étrangères, Andreas Motzfeldt Kravik, s'est rendu à Washington le 19 août pour rencontrer le représentant adjoint américain au commerce, Jeff Goettman. Il a reproché la différence de traitement avec l'UE, qui bénéficie d'un taux de 10%, affirmant que leurs réglementations contre le travail forcé sont les mêmes via l'accord de l'EEE.

Après les résultats du référendum islandais, la question de l'UE au point mort en Norvège.

Ce constat est partagé par les deux camps à la suite du rejet par l'Islande, le 29 août, de la réouverture des négociations sur l'adhésion de leur pays à l'UE. Du côté des europhiles, le ministre des affaires étrangères, Espen Barth Eide, a souligné « qu'il sera encore plus important de bien travailler entre États-membres de l'EEE ». Il a ajouté que la Norvège n'envisageait pas pour l'instant de rouvrir ses propres négociations sur l'UE. Le Parti du centre (parti agraire) a salué « le choix judicieux des Islandais ».

Le Storting ne reconduit pas le gel des taxes sur les carburants, à la suite d'une bascule des Conservateurs.

Depuis le 1^{er} septembre, la Norvège a mis fin au gel partiel des taxes sur les carburants, mis en œuvre le 1^{er} avril. Le Storting avait adopté cette mesure, à la suite de la crise du détroit d'Ormuz, contre l'avis du Gouvernement. Le parti conservateur a cette fois-ci rallié le Parti travailliste et les Verts pour mettre fin à cette mesure. Le Parti du progrès, le Parti du centre, le Parti socialiste de gauche et le Parti rouge étaient favorables à sa reconduction. Suite au retour

des taxes sur les carburants, le prix de l'essence a augmenté d'environ 4,4 NOK/L (0,40 €) et dans certaines stations-service, des hausses de plus de 7 NOK/L (0,64 €) ont été observées.

La Norvège souhaite poursuivre l'exploitation pétrolière en Arctique.

A l'occasion du salon de l'ONS (*Offshore Northern Seas*), du 24 au 27 août, le ministre de l'énergie, Terje Aasland, a réaffirmé la volonté du gouvernement de poursuivre l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures en mer de Barents, en dépit d'un éventuel moratoire de l'UE sur les hydrocarbures issus de l'Arctique. Ce dernier a rappelé le rôle stratégique de ces ressources pour la sécurité énergétique de la Norvège et de l'Europe, soulignant la nécessité de maintenir la production à long terme. Cette position a suscité des critiques du Parti vert, du Parti socialiste de gauche et du Parti libéral, soulignant son incompatibilité avec les objectifs climatiques.

Une majorité de la population norvégienne désormais favorable à l'énergie nucléaire.

Une enquête de l'institut norvégien *Opinion*, publiée le 1^{er} septembre, montre qu'une majorité de la population se déclare désormais favorable au nucléaire comme source de production d'électricité. En quatre ans, ce soutien est passé de 36% à 54%, tandis que la proportion de personnes qui y est défavorable est passée de 30% à 17%. Le solaire reste la source d'énergie la plus populaire. 70% de la population estiment que la Norvège devrait accroître sa production d'électricité photovoltaïque. Le soutien à l'énergie éolienne terrestre et à la construction de nouvelles centrales hydroélectriques dans les cours d'eau protégés est en revanche en baisse.

Le groupe norvégien Yara inaugure la plus grande installation de captage de CO₂.

Le 7 septembre, le Premier ministre norvégien, Jonas Gahr Støre a participé à l'inauguration de l'installation de capture et stockage de carbone (CCS) de l'entreprise norvégienne

Yara, à Sluiskil, aux Pays-Bas. Jusqu'à 800 000 tonnes de CO₂ seront capturées annuellement et acheminées vers le site de stockage norvégien de Northern Lights à Øygarden. Il s'agit de la première ligne internationale de capture et de stockage de CO₂.

Une production norvégienne de missiles en forte augmentation.

Le PDG de Kongsberg, Eirik Lie a annoncé une expansion de la production norvégienne de missiles avec la construction de trois nouvelles usines. La surface de production a plus que triplé sur les dix dernières années. L'objectif est de passer de quelques dizaines à plusieurs milliers de missiles par an, afin de répondre à la forte demande de missiles à longue portée et de missiles de défense anti-aérienne. Le groupe affichait un carnet de commandes record de près de 14,67 Mds€ au deuxième trimestre 2026.

Réaction du DG d'Oslo Børs au projet de fusion des bourses nordiques.

Ce projet, initié par l'alliance *Nordic Compass*, sera présenté en Suède à Göteborg les 4 et 5 novembre 2026. Øivind Amundsen, DG de la Bourse d'Oslo a déclaré « *Nous sommes positifs à propos de l'initiative Nordic Compass et de la recherche d'opportunités accrues pour un marché nordique plus fluide* ». Il a ajouté « *La bourse est un élément, mais tout aussi intéressante est la discussion sur la défense et l'énergie dans la région nordique* ». La capitalisation du marché des actions de la bourse d'Oslo atteint 467 Mds\$, soit 76% du PIB norvégien. La question du contrôle de cette nouvelle entité se poserait néanmoins, Oslo Børs appartenant au groupe franco-néerlandais Euronext, tandis que les autres bourses nordiques appartiennent au groupe américain Nasdaq.

Suède

L'économie suédoise a progressé de 1,6 % au deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent.

Selon les comptes nationaux publiés le 28 août par *Statistiska centralbyrån* (SCB), la croissance atteint 3,3 % en glissement annuel en données corrigées, après un premier trimestre en recul de 0,2 %. La progression est portée par l'investissement privé, les exportations et la consommation des ménages, les variations de stocks jouant en sens inverse. Les exportations augmentent de 1,0 % et les importations de 0,1 %, le commerce extérieur contribuant pour 0,5 point à la croissance. Le revenu disponible réel des ménages progresse de 1,0 % sur un an et les administrations publiques dégagent un excédent de 7,8 Md SEK (0,7 Md€) sur le trimestre.

Le chômage suédois se maintient à un niveau élevé malgré le rebond de l'activité, à 8,7 % de la population active au deuxième trimestre.

Selon l'institut statistique SCB, la Suède comptait 503 000 chômeurs au deuxième trimestre 2026 (en données corrigées des variations saisonnières et lissées), soit un taux de chômage de 8,7 %. Le taux d'emploi s'établit à 69,2 %. Le chômage des 15-24 ans atteint 29,1 %, soit 226 000 personnes, et le chômage de longue durée, d'au moins 27 semaines, concerne 171 000 personnes. Le nombre de salariés en contrat à durée déterminée représente 707 000 actifs.

Creusement de l'écart des taux directeurs de Riksbank et de la BCE.

Selon l'estimation préliminaire de SCB, l'indice des prix à la consommation à taux fixe, corrigé de l'effet des taux variables hypothécaires (KPIF), progresse de 0,7 % sur un an en août, en deçà du consensus de marché établi à 0,9 % ; hors énergie, la hausse est ramenée à 0,5 %. Dans la zone euro, l'inflation est passée de 2,9 % en juillet à 3,3 % en août sous l'effet des prix de l'énergie,

conduisant la BCE à relever son taux de dépôt de 25 points de base, le portant à 2,50 % le 10 septembre. Le taux directeur suédois est maintenu à 1,75 % depuis la décision d'août, la *Riksbank* ayant indiqué qu'une partie du repli de l'inflation tient à des mesures budgétaires temporaires et n'est donc pas durable. La prochaine décision de politique monétaire suédoise est attendue le 24 septembre.

L'âge moyen de départ à la retraite atteint 65,4 ans en Suède en 2025 et 22% des personnes de plus de 65 ans sont actifs.

Selon les statistiques de l'Agence suédoise des retraites (*Pensionsmyndigheten*), l'âge moyen de départ à la retraite, défini comme l'âge auquel une personne commence à percevoir sa pension publique du premier pilier, s'établissait à 65,4 ans en 2025, stable sur un an (65,5 ans en 2024). Parallèlement, le taux d'activité des seniors progresse : selon la SCB, 22 % des Suédois âgés de 65 à 74 ans étaient en emploi en 2025, contre seulement 10 % en 2001. Cette évolution témoigne d'un recul progressif de la sortie du marché du travail chez les seniors et d'un allongement de la durée d'activité.

Les entrées d'investissements directs étrangers (IDE) en Suède ont atteint 287 Md SEK en 2025, soit environ 26 Md€.

Selon la CNUCED, les entrées d'IDE en Suède en 2025 progressent de 39 % par rapport à 2024 et se sont élevées en moyenne à environ 210 Md SEK, soit près de 20 Md€, sur la période 2016-2025. L'agence suédoise de promotion des investissements *Business Sweden* place la Suède parmi les toutes premières destinations européennes pour les IDE.

Le français Kriptown a lancé une offre publique d'achat sur la plateforme suédoise de négociation financière Spotlight, pour 199 M SEK (18 M€).

Kriptown, qui développe des infrastructures pour les marchés de capitaux, vise l'acquisition de la plateforme Spotlight Stock Market. L'offre représente une prime de 94 % par rapport au cours de référence. Des actionnaires représentant près de 84 % du capital et des droits de vote, dont Swedia HighP, Westindia et Calyptra, se sont engagés de manière irrévocable à apporter leurs titres. Kriptown compte parmi ses soutiens BNP Paribas, Crédit Agricole et Bpifrance. La période d'acceptation court jusqu'au 14 octobre 2026.

Deux investisseurs suédois renforcent leurs positions immobilières en France.

Le groupe immobilier Sagax, coté à Stockholm et valorisé près de 6 Md€, a acquis 48 actifs en France pour environ 2 Md SEK (180 M€), principalement des dépôts de bus situés dans les régions de Paris, Lyon et Marseille, représentant 88 000 m² de surfaces locatives et 782 000 m² de terrains en pleine propriété. Avant cette opération, Sagax détenait déjà 329 immeubles en France, soit 1,2 million de m² pour une valeur d'environ 1,4 Md€. De son côté, EQT Real Estate a acquis auprès de Logikor un portefeuille logistique paneuropéen de 457 000 m² pour 532 M€, réparti entre le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, sans que la répartition par pays ait été communiquée.

Le suédois Sobi et la société biopharmaceutique française Innate Pharma concluent un partenariat sur le lacutamab.

Swedish Orphan Biovitrum (SOBI) et *Innate Pharma* s'associent autour d'un candidat-médicament destiné au traitement du lymphome cutané à cellules T, notamment

du syndrome de Sézary. L'accord permet à Innate Pharma de lancer une étude de phase 3 confirmatoire et prévoit un paiement initial de 75 M USD, jusqu'à 40 M USD supplémentaires selon les étapes de développement, et une rémunération pouvant atteindre 465 M USD au titre de l'option et des étapes réglementaires et commerciales. En cas d'approbation accélérée, Sobi disposerait des droits exclusifs de commercialisation mondiale.

CACEIS a inauguré le 1^{er} juillet une succursale à Stockholm pour couvrir les pays nordiques.

Détenue à 69,5 % par Crédit Agricole S.A. et à 30,5 % par Santander, la société d'asset servicing implante cette entité dans le quartier financier de la capitale suédoise pour accompagner ses clients en Suède, en Norvège, en Finlande et au Danemark. Elle partage ses locaux avec Amundi et Crédit Agricole CIB.

Le fonds français Eurazeo acquiert auprès du suédois Altor le groupe néerlandais Flex IT et le fusionne avec le danois T1A pour former une plateforme européenne d'informatique circulaire de 150 M€ de chiffre d'affaires.

L'opération, annoncée le 7 septembre, est financée par le fonds *Eurazeo Planetary Boundaries*, entré comme actionnaire principal de T1A en mai 2026, avec le concours du danois *Dansk Vækstkapital* comme investisseur minoritaire. T1A collecte le matériel informatique des entreprises en fin de premier usage et en assure l'effacement des données et le reconditionnement ; Flex IT, établi à Leiden, distribue du matériel neuf et reconditionné auprès d'environ 13 000 clients dans plus de 35 pays, pour un chiffre d'affaires d'environ 120 M€ en 2025. Le prix d'acquisition n'a pas été communiqué. Altor était entré en 2016 au capital de Flex IT .

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2026	T2 2026
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5	0,0	1,6
Danemark	0,4	0,6	3,5	2,9	1,5	0,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,8	0,8	0,4
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1	0,4	0,7
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,8	0,2	0,3
Islande	9	5,6	-0,7	1,3	3,7	-3,0

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)² :

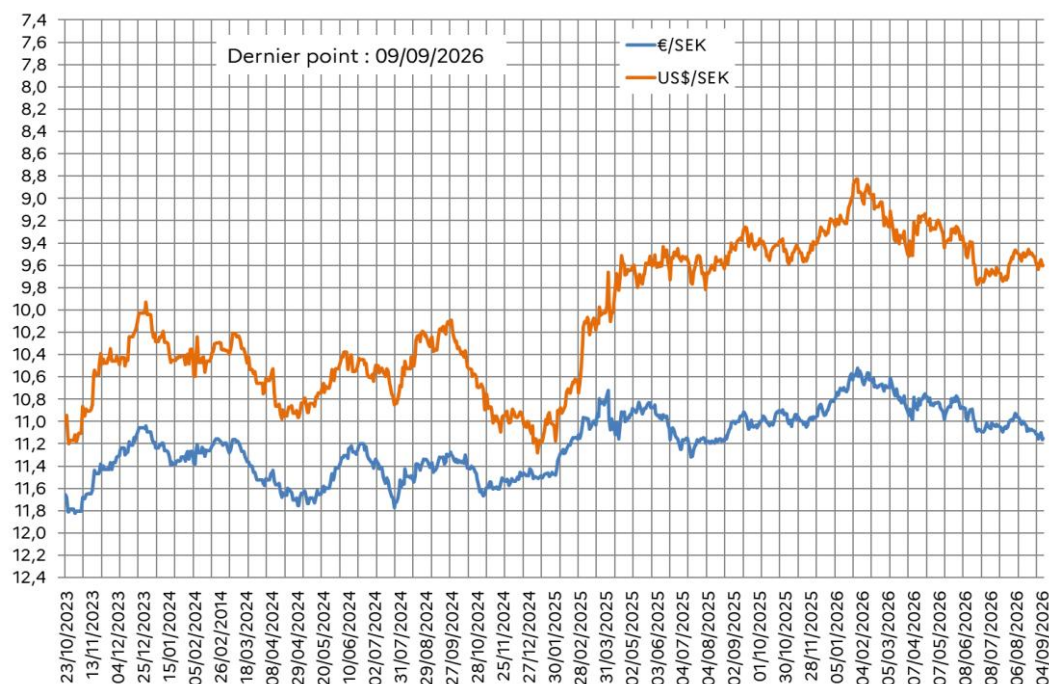
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)	T1 2026	T2 2026
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7	0,50	0,44
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9	0,90	1,71
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3	0,59	1,89
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1	3,31	3,07
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1	5,25	5,19

Sources : [OCDE](#)

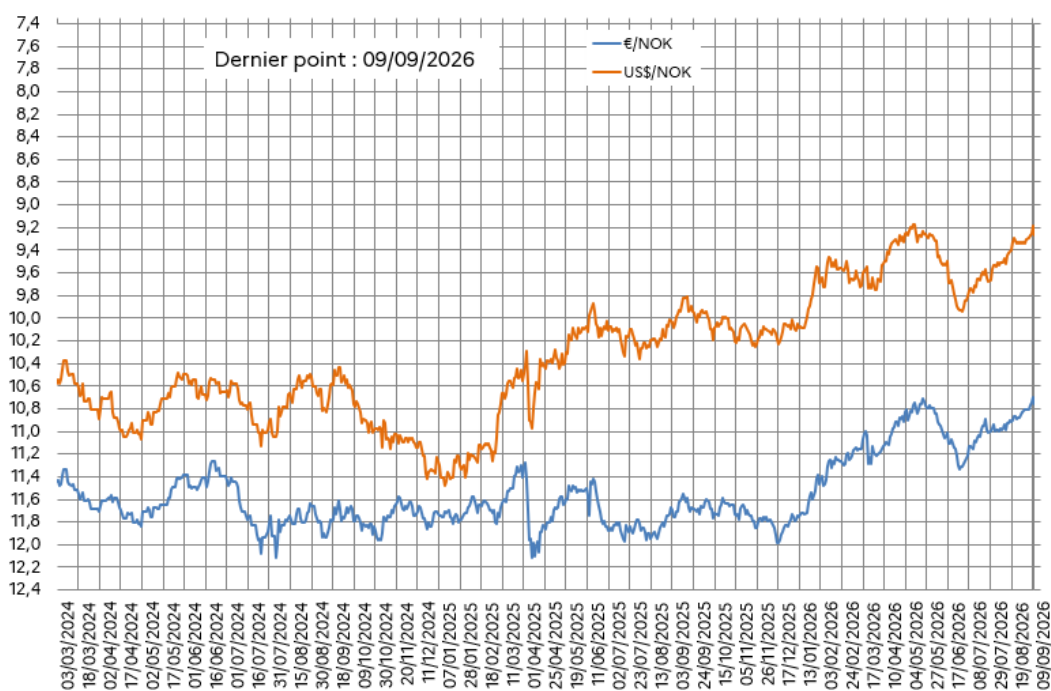
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : la Cheffe du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » **S. Prudent**
stephanie.prudent@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot, A. Janssens), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, K. Larde), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, M. Dein), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, A. White) et de l'ambassade de France en Islande (G. Wagner, M. Kuntzmann).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr